
CABINET

**PROJET CONSERVATION INTEGREE A BASE COMMUNAUTAIRE DES ÉCOSYSTEMES
DE TOURBIERES ET PROMOTION DE L'ECOTOURISME DANS EL PAYSAGE DU LAC
TELE DE LA REPUBLIQUE DU CONGO – ICOBACPE /PELATEL**

**APPEL A CANDIDATURE
POUR LE RECRUTEMENT DU DIRECTEUR NATIONAL DU PROJET
TERMES DE REFERENCE**

Le paysage du Lac Télé (LT) en République de Congo revêt une importance globale pour la biodiversité mondiale. Il contient certaines des densités de gorilles de plaine parmi les plus élevées jamais enregistrées dans la région (environ 15 000 gorilles de plaine de l'ouest et 1 500 éléphants de forêt). Pour les gorilles en particulier, le paysage de LT représente un habitat unique composé principalement de marécages et de forêts inondées de façon saisonnière. Leur habitat étant si spécifique, il est tout à fait possible que ces populations aient une écologie et un comportement spécifiquement adaptés, ce qui leur a permis de rester dans un endroit avec si peu de terra-firma et avec une composition d'essences forestières probablement très différente des autres endroits du pays. Ils sont très mal étudiés par rapport aux autres populations de la région.

Le paysage du Lac Télé abrite également une biodiversité exceptionnelle en milieux humides, notamment une diversité exceptionnelle d'espèces d'oiseaux et de poissons d'eau douce, trois espèces de crocodiles dont deux sont intégralement protégées, des loutres et une petite population d'hippopotames. Les tourbières tropicales sont connues pour avoir une biodiversité distincte et un niveau d'endémisme potentiellement élevé comme dans les tourbières d'Asie et, comme l'écosystème du Lac Télé - Lac Toumba (LTLT) est mal connu, il ne fait aucun doute que le paysage abrite une diversité importante et unique de plantes, d'amphibiens et des reptiles qui sont peu susceptibles de se produire ailleurs dans le pays - bien que des efforts supplémentaires en matière de recherche scientifique soient nécessaires pour découvrir cette valeur de la biodiversité. La forêt de ce paysage constitue une importante frayère permettant la reproduction des poissons pour le paysage et probablement au-delà, car les zones de pêche exploitées atteignent les principales rivières telles que l'Oubangui. En tant que tel, le maintien de cet habitat est non seulement essentiel pour la valeur de la biodiversité, mais également pour garantir l'accès durable des sources de protéines aux communautés locales.

Environ 90 000 personnes vivent dans le paysage LT, dont 20 000 d'entre elles seront les bénéficiaires d'activités ciblées dans le cadre de l'action proposée par le projet. La majorité de ces communautés dépendent fortement des ressources forestières pour leur revenu et

subsistance et ont conservé la majeure partie de leur structure sociale et de leur cohésion d'origine. Les Bomitaba, qui représentent 96% de la population, sont principalement des pêcheurs et des chasseurs forestiers, tandis que certains pratiquent une agriculture à petite échelle, les ressources forestières et la pêche constituent la majorité des portefeuilles de moyens de subsistance (plus de 60%). Parmi les Bomitaba, environ 7% sont considérés comme des Bakoulou, un groupe ethniquement marginalisé, composé de Bantous et de groupes autochtones (Bakoulou et Ba'aka). Les autochtones Ba'aka, qui représentent 3% de la population du nord-est de la cible géographique, dépendent entièrement des ressources forestières, de la viande sauvage et autres produits forestiers non ligneux. Les Ba'aka constituent un groupe particulièrement marginalisé et sous-représenté dans la prise de décision en matière d'utilisation des terres et de conservation, problème que ce projet entend corriger.

Le projet se concentrera sur l'élaboration d'un modèle intégré pour l'utilisation et la gestion durable des écosystèmes de tourbières à travers un nouveau modèle de conservation participative. L'accent sera mis sur le renforcement de capacité des communautés locales et des peuples tributaires de la forêt à participer à des actions visant à limiter la dégradation de l'environnement dans le biome, à les gérer et en tirer parti, en particulier la gestion durable des ressources naturelles.

Les interventions clés du projet comprendront :

- Soutien à la mise en œuvre de plans de gestion de l'utilisation des sols pour les aires protégées et les paysages environnants de la zone géographique ciblée, en veillant à assurer et à formaliser la participation des communautés ;
- Mise en place des structures de gestion des communautés locales et des cadres réglementaires permettant une gestion durable de la chasse et des feux de brousse basée sur le succès de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une réglementation de la pêche basée sur la communauté au cours des 3 dernières années ;
- Renforcement des capacités techniques et institutionnelles des groupes de gouvernance des communautés locales et des peuples tributaires de la forêt pour élaborer et mettre en œuvre des projets environnementaux, notamment le reboisement des galeries forestières, qui sont indispensables aux services écosystémiques et à la production halieutique ;
- Fourniture de soutien institutionnel et technique aux communautés pour créer une base pour les entreprises de tourisme communautaires - par exemple, tirer parti de l'expertise pour développer des produits touristiques et un modèle d'entreprise, former des guides communautaires, travailler avec les acteurs du tourisme départemental à Impfondo et établir des infrastructures de base ;
- Promotion des activités génératrices de revenus durables et une diversification économique, telle que la production certifiée de cacao et le tourisme communautaire à petite échelle ;
- Soutien à la recherche et la surveillance fondées sur des actions permettant une gestion adaptative par les communautés et le gouvernement ;

- Promotion de la coopération sud-sud et de la collaboration transfrontalière dans la gestion des tourbières.

Le projet s'inscrit parfaitement dans le programme à Impact CBSL qui vise à « incorporer les principes de gestion de l'environnement dans la gestion des forêts par le biais d'approches intégrées à différents niveaux (local, national et transfrontalier). Comme décrit ci-dessus, le projet vise à développer une approche intégrée de la gestion des tourbières par le biais d'un modèle de gouvernance local et pertinent, pouvant être étendu à d'autres zones de la région du bassin du Congo, telles que les zones de développement communautaire dans les concessions forestières. Le projet mettra l'accent sur les systèmes socio-écologiques plutôt que sur un aspect disciplinaire, le rendant ainsi pragmatique et durable tout en apportant des avantages à la fois aux personnes et à l'environnement. La conservation de la faune et de la flore sauvages constituera un élément central du projet, tandis qu'un cadre novateur de gouvernance locale sera mis au point et que l'utilisation des nouvelles technologies sera encouragée.

Devoirs et responsabilités :

- Il agit au nom de la Ministre de l'Environnement, du Développement Durable et du Bassin du Congo conformément au niveau de délégation d'autorité par la Ministre ;
- Superviser et coordonner au nom du Ministère en charge de l'environnement la réalisation des résultats du projet selon les normes de qualité requises en tenant compte des contraintes de temps et de coût tel que spécifié dans le document de projet ;
- Mobiliser les apports du projet conformément aux procédures des projets mis en œuvre au niveau national et du MEDD/BC ;
- Superviser, orienter et coordonner le travail de l'Unité de Gestion du Projet (UGP), de tout le personnel du projet, des activités des consultants et des sous-traitants ;
- En étroite collaboration avec le Conseiller Technique Principal - chef de projet, préparer et réviser les plans de travail et les plans financiers du projet ;
- Assurer la liaison avec les agences gouvernementales concernées et tous les partenaires d'exécution pour une coordination efficace de toutes les activités du projet ;
- Superviser et assurer la soumission en temps opportun du rapport de démarrage, de l'examen combiné de la mise en œuvre du projet/rapport annuel du projet, des rapports techniques semestriels, des rapports financiers trimestriels et d'autres rapports pouvant être requis par l'ONU Environnement/PNUÉ et d'autres agences de contrôle ;
- Diffuser les rapports de projet et coordonner les réponses aux requêtes/demandes des parties prenantes ;
- Rendre compte de l'avancement du projet au Comité de Pilotage du Projet (CPP) ;
- Coordonner étroitement les activités avec les projets nationaux liés au Programme a Impacts (PI) Congo dans lesquels ce projet est mis en œuvre, ainsi que superviser l'échange et le partage d'expériences et de leçons apprises avec ces projets et d'autres projets pertinents de conservation et de développement durable aux niveaux nationaux, sous régional et international

- Aider les agences gouvernementales concernées et les partenaires d'exécution à développer les compétences essentielles par le biais d'ateliers de formation et de formation professionnelle, améliorant ainsi leurs capacités institutionnelles ;
- Réaliser des inspections régulières, annoncées et inopinées de tous les sites et activités.
- Conduire toute autre activité liée à cette fonction.

Qualifications:

- Un diplôme universitaire en gestion de l'environnement ;
- Un diplôme de troisième cycle est préférable.
- Au moins 10 ans d'expérience dans la planification et la gestion des ressources naturelles
- Expérience préalable dans un rôle de cadre supérieur de l'Administration nationale en charge de la gestion des ressources naturelles.
- Expérience de travail avec les institutions et agences parties prenantes du projet
- Capacité à coordonner efficacement un projet impliquant plusieurs acteurs
- Capacité à administrer des budgets, à diriger une équipe, à former et à travailler efficacement avec les homologues à tous les niveaux, et à interagir efficacement avec tous les groupes impliqués dans le projet.
- Excellentes compétences en communication et compétences interpersonnelles et de négociation, prouvées par des interactions réussies avec tous les niveaux de groupes des parties prenantes, y compris les hauts fonctionnaires, les dirigeants d'entreprise et les populations/communautés locales.
- Solides compétences en matière de rédaction, de présentation et de rapport.
- Solides compétences en informatique
- Une bonne connaissance du français et une connaissance pratique de l'anglais sont requises.

Date limite de soumission :

La date limite de la vacance de poste est fixée **au 14 juillet 2023**. Les candidatures reçues après cette date ne seront pas considérées.

Les dossiers de candidature, adressés à Madame la Ministre de l'Environnement, du Développement Durable et du Bassin du Congo et déposés à son Cabinet, sis Immeuble Man'Grite, 4^{ème} étage, Plateau-ville à Brazzaville, par voie électronique à l'adresse secretariatministre@ministere-tourisme.gouv.cg avec pour objet la mention « **Recrutement du Directeur national du projet** », devront être constitués de :

- un CV détaillé ;
- une lettre de motivation.

Le processus de recrutement :

Seuls les candidats présélectionnés, après analyse des dossiers, seront contactés et passeront un entretien.

Les candidatures féminines sont particulièrement encouragées à postuler.

Fait à Brazzaville, le **14 JUIN 2023**

La Ministre de l'Environnement, du Développement
Durable et du Bassin du Congo,

Arlette SOUDAN-NONAUT. -

